

Brochure n° 3005-II

**Conventions collectives nationales
et accords nationaux**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
Tome II : Ouvriers
(4^e édition. – Mars 2003)

ACCORD « SALAIRES » DU 16 DÉCEMBRE 2004
(FRANCHE-COMTÉ)
NOR : *ASET0550339M*
IDCC : 1702

Article 1^{er}

Les appointements annuels minimaux des ouvriers des entreprises de travaux publics de la région Franche-Comté sont, en application de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992, fixés pour l'année 2005, comme suit :

1. Entreprises à 35 heures par semaine
ou à 35 heures en moyenne sur l'année

Le barème annuel des minima des ouvriers, dont l'horaire collectif de travail est égal à 35 heures par semaine ou à 35 heures en moyenne sur l'année, est calculé sur la base de 35 heures et s'établit comme suit :

	COEFFICIENT	VALEUR ANNUELLE de point (en euros)	MINIMUM ANNUEL applicable base 35 heures (en euros)
Niveau I			
– position 1	100	147,90	15 300
– position 2	110	142,33	15 656

	COEFFICIENT	VALEUR ANNUELLE de point (en euros)	MINIMUM ANNUEL applicable base 35 heures (en euros)
Niveau II			
- position 1	125	130,58	16 322
- position 2	140	130,58	18 281
Niveau III			
- position 1	150	130,58	19 587
- position 2	165	129,22	21 321
Niveau IV	180	129,22	23 259

Il est rappelé qu'aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) en vigueur.

2. Entreprises à plus de 35 heures

A compter du 1^{er} janvier 2005, la rémunération annuelle minimale des ouvriers dans les entreprises de travaux publics, dont l'horaire collectif de travail est supérieur à 35 heures, s'applique sans abattement, comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers TP du 15 décembre 1992.

Il est rappelé qu'aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) en vigueur.

Article 2

Les parties signataires recommandent l'affichage du présent accord dans les entreprises.

Article 3

Le présent accord est ouvert à adhésion pour les syndicats représentatifs.

Article 4

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé en 5 exemplaires à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Doubs et remis au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Besançon par la partie diligente, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 5

Extension de l'accord

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Besançon, le 16 décembre 2004.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération des travaux publics de Franche-Comté ;
Commission des questions sociales de la fédération des travaux
publics de Franche-Comté.

Syndicats de salariés :

Union régionale de la construction et du bois CFDT ;
Union régionale Force ouvrière ;
Union régionale professionnelle BATIMAT-TP CFTC.